

Les crédits

Il faut se rappeler, monsieur le Président, qu'au Canada, si on revient vingt ans en arrière, il faut se rappeler qu'il y a eu quatorze années d'administration libérale et que, d'après les rapports que j'ai depuis 1984 du même organisme de l'OCDE, font état que le Canada, monsieur le Président, en termes de Produit national brut, est passé au deuxième rang—pas au seizième rang—au deuxième rang des pays membres de l'OCDE, devancé que par le Japon. Et en termes de création d'emplois, il est passé au premier rang. Ce qui fait que le Canada, même dans ce cas de création d'emplois, a créé plus d'emplois au cours des cinq dernières années que l'Italie, la France et l'Angleterre réunis.

Alors, il faut quand même dire les choses comme elles sont. C'est bien beau de citer des chiffres, mais il faut quand même dire la vérité exacte.

Lorsque mon collègue, également, parle des gens au travail ou de l'entraînement des gens au travail, et qu'il fait état que le Budget canadien était de 0,5 p. 100 comparativement à celui des États-Unis où il est de 1 p. 100, je rappellerai à mon ami, membre du Nouveau parti démocratique, que cela fait des mois, maintenant presque une année complète, que le projet de loi C-21, qui est justement l'un des éléments importants pour redonner aux chômeurs, à la main-d'œuvre, une qualification accrue, que ce projet de loi, comme on le sait, est retardé, est littéralement bloqué au Sénat. Le Nouveau parti démocratique, lorsque cela fait son affaire, appuie les manifestations, la stratégie du Sénat, et de l'autre côté de la bouche, dit qu'il faudrait abolir le Sénat. Monsieur le Président, cela me fait penser au débat sur l'Accord du lac Meech, où le Nouveau parti démocratique disait: On n'est pas contre le Québec, mais on est contre le lac Meech.

• (1240)

M. Nystrom: Pas moi! Je n'ai pas dit cela!

M. Tremblay (Lotbinière): Non, peut-être pas vous particulièrement parce que vous avez heureusement une certaine connaissance de la culture française, ce qui vous donne peut-être cette sensibilité, cette compréhension. Je parlais de votre parti.

Quant aux disparités régionales, encore là, le député cite le même rapport des 20 dernières années. C'est évident qu'il faut se rappeler encore une fois que sur les 20 dernières années, 14 ans d'administration libérale ont donné au Canada des disparités régionales, non pas améliorées mais accrues, malgré le fait justement que son ancien chef des années 1968, M. Trudeau, qui parlait, comme vous le disiez si bien, de justice, d'une société juste, malgré sa campagne électorale, nous a légué un héritage terrible. Mais, il faut se rappeler que depuis 1984, depuis que ce gouvernement est en fonction, il y a eu quand même deux ententes extrêmement majeures et

efficaces au niveau de l'Ouest, l'entente sur la diversification dans l'Ouest et également l'entente avec l'Atlantique qui sont des instruments économiques d'une importance capitale. Et, aujourd'hui, justement pas plus tard que la semaine passée, on votait sur un projet extrêmement important, le projet de loi C-44, grâce d'ailleurs à cette entente régionale.

Écoutez, il faut quand même nous laisser un certain temps pour être en mesure de contrebalancer l'héritage que le parti libéral nous a laissé. Et cela ne se fait pas en une nuit. J'aimerais peut-être avoir les commentaires du député de Yorkton—Melville sur mes assertions.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, j'ai parlé du taux de chômage de notre pays en comparaison avec les autres pays du monde. Je suis au courant du fait qu'il y a 24 pays dans l'Organisation de coopération et de développement économique. Mais d'après le Conseil économique du Canada et Judith Maxwell, ils ont fait une étude de 16 pays, de la France, de la Suisse, des États-Unis, etc., et des 16 pays dont ils ont fait l'étude—c'est à la page 40 du rapport de Judith Maxwell—le Canada est le 15^e sur 16 pays avec le taux de chômage le plus élevé des 16 pays. C'est une étude qui a été faite pendant les années 1970 et 1980. Je n'ai pas du tout les chiffres de cette étude pour les derniers six ans. Mais on parle ici de nos problèmes structurels, de nos problèmes dans ce pays. Et Maxwell a aussi parlé des problèmes que le gouvernement actuel de M. Wilson et M. Mulroney, qui ont dépensé trop de temps avec la lutte contre l'inflation. Elle a dit cela que nous avons dépensé trop de temps avec la lutte contre l'inflation. Comme conséquence, nous avons maintenant un taux de chômage qui est encore en train d'augmenter. Si on regarde les derniers chiffres, le taux de chômage au Canada est maintenant de plus de 8 p. 100. Il reste encore dans notre pays, toujours dans notre pays, plus d'un million de personnes sans travail.

Ils ont fait une comparaison avec beaucoup d'autres pays du monde comme la Suisse, le Japon, la Norvège, qui ont un taux d'inflation à peu près semblable à celui du Canada, mais en même temps, qui ont une politique de création d'emplois et un taux de chômage qui est à peu près de 2, 3 ou 4 p. 100, même pas la moitié du taux de chômage ici, au Canada, parce que dans les autres pays, ils ont un système de *planning*, un système de coopération entre le gouvernement et les autres dans l'économie.

Monsieur le Président, je veux faire une recommandation à mes amis conservateurs, celle de lire très attentivement le rapport de Judith Maxwell et du Conseil économique du Canada parce qu'elle a fait beaucoup de recommandations, beaucoup de propositions sur notre économie et est contre la politique actuelle du gouvernement fédéral.